



Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS) République Démocratique du Congo (RDC)

RAPPORT PÉRIODIQUE COUVRANT LA PERIODE : JUILLET– NOVEMBRE 2017

<p>Titre du Programme : Gouvernance foncière, cohésion sociale, réinsertion socio-économique et prévention des Violences basées sur le Genre dans la zone prioritaire « Autour de Kitshanga ».</p> <p>PAMOJA KWA AMANI NA MAENDELEO</p>	<p>Numéro du Programme (<i>le cas échéant</i>)</p> <p>Numéro de référence du projet au MPTF : SB-008236.06</p>
<p>Entités participantes de l'ONU :</p> <p>UN-Habitat, UNFPA, UNESCO</p>	<p>Partenaires d'exécution :</p> <p>Gouvernement :</p> <p>MONUSCO :</p> <p>ONG Nationales : Hope in Action (HIA), Women of Africa (WOA), LUCODER, Save Communities in Conflict (SCC)</p> <p>Entreprises privées : N/A</p>
<p>Budget total du Programme (en USD) : 2 999 868,05</p> <p>Fonds de Cohérence pour la Stabilisation : 2 999 868,05</p> <p>Contributions propres : N/A</p> <p>Autres Contributions: N/A</p>	<p>Durée du Programme :</p> <p>Durée totale : 24 mois</p> <p>Date de démarrage : 21/06/2017</p> <p>Date de fin prévue à l'origine : N/A</p> <p>Date de fin actuelle : N/A</p>
<p>Évaluation du Prog/Examen/Éval. À mi-parcours</p> <p>Évaluation du rapport à mi-parcours - <i>veuillez joindre le document le cas échéant</i></p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non Date :</p> <p>Évaluation finale – <i>veuillez joindre le document le cas échéant</i></p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non Date :</p>	<p>Rapport soumis par :</p> <p>Nom : Adam MALAM KANDINE</p> <p>Titre : Team Leader</p> <p>Organisation participante : UN-Habitat</p> <p>E-mail : kandine.adam@unhabitat.org</p>

TABLE DE MATIERES

PARTIE 1 – LES PROGRES	3
Objectif Spécifique 1 : La Gouvernance foncière est améliorée	3
Objectif Spécifique 2 : Cohésion sociale et résilience communautaire accrue	5
Objectif Spécifique 3 : Niveau SGBV réduit dans les zones prioritaires	7
PARTIE 2 –PERCEPTIONS D’IMPACT	9
PARTIE 3 - ÉTAT D’AVANCEMENT DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES ET DU PROCESSUS DE GESTION	9
PARTIE 4 – EVALUATION DU RAPPORT	11
ANNEXES – CADRE LOGIQUE	13

PARTIE 1 – LES PROGRES

Objectif Spécifique 1 : La Gouvernance foncière est améliorée

Résultat 1.1 – Résultat 1.1: La sécurisation et l'accès à la terre sont améliorés	Etat
	



Aucun homme et aucune femme n'a bénéficié de la sécurisation foncière alternative ; dès lors qu'aucune expérience pilote de sécurisation alternative n'a encore été menée

Ce résultat ne peut être obtenu au premier semestre de la mise en œuvre du projet. En effet, il faut noter que le projet est dans une phase de mise en place initiale. Ainsi, à cette phase, il n'est pas possible d'envisager un résultat en termes de sécurisation foncière.

Produit 1.1.1 – Les capacités des parties prenantes sont renforcées sur la sécurisation foncière et l'accès à la terre

Aucune personne formée sur la sécurisation foncière alternative et légale (administration foncière, société civile, mécanismes de coordination) et aucun Plans foncier rural n'a encore été élaboré sur les sites pilotes.

Ce produit est planifié pour la fin de la première année du projet.

Cependant, la communauté représentée par le cadre d'échange et d'harmonisation de Kitshanga a émis de des observations pour revoir ce produit parce qu'ils privilégient l'accès à la terre plutôt qu'à la sécurisation foncière elle-même comme priorité. Les discussions sont en cours entre la communauté et le PMO. Il faut ici préciser que les produits 1 et 2 du premier résultat (**Résultat 1.1: La sécurisation et l'accès à la terre sont améliorés**) de l'OS1. Parmi les nouveautés à introduire dans le développement des activités figure « Identifier les terres sujettes à intégrer dans le dynamique de contrat bail-vente » afin de permettre un accès à la terre de manière durable. Pour le produit 2, le cadre a proposé l'élargissement de l'appui, initialement prévu pour l'administration foncière, aux services techniques de la chefferie (tel le service de l'agriculture, environnement) en vue de renforcer les capacités opérationnelles de ces derniers. Cette modification sera rencontrée lors de l'exécution et va juste affecter légèrement la formulation des activités et non le budget. Néanmoins, les modalités pratiques et la faisabilité devra être discutée avec les parties prenantes afin d'avoir une formulation définitive des activités et budgets y relatifs. Une note globale sur les modifications apportées sera faite à l'issue de ces discussions de validation avec le Cadre d'échange et transmis au secrétariat technique.

Produit 1.1.2: Les services de l'administration foncière sont appuyés

Aucun service de l'administration foncière (circonscriptions foncières) n'a bénéficié d'un appui du programme (logistique, équipements) et aucun agent des circonscriptions foncières n'a bénéficié de la formation en techniques et formations diverses (cartographies, utilisation des matériels topographiques, etc.).

Le partenaire d'exécution dont la contractualisation est en cours n'a pas encore réalisé les activités sur terrain. Néanmoins, les étapes clés sont terminées (élaboration du plan annuel de travail, budget, accord de coopération, dossier administratif) sont déjà partagés avec le siège pour approbation et signature. Toutefois, une évaluation des capacités de l'administration foncière est sur le chantier et elle aboutira à un plan de renforcement des capacités plus précis. L'évaluation porte sur les différents aspects notamment les connaissances générales des techniciens en rapport avec leur profil professionnel et les aspects de fonctionnement. Cette évaluation permet d'identifier les faiblesses de l'administration foncière, les brigades foncières à la base (et des services techniques fonciers des chefferies), les opportunités afin de répondre au besoin d'accès aux services de bonne qualité que doivent offrir ces services aux populations. Les informations récoltées seront capitalisées dans un rapport et guideront les intervenants dans la mise en œuvre.

Résultat 1.2 – Une gestion participative des questions foncières est assurée	Etat
	



Ce résultat connaît les mêmes défis que ceux signalés ci-haut relatif à la contractualisation.

Produit 1.2.1 : Des structures de coordination entre l'administration foncière, les autorités coutumières et la société civile sont opérationnelles

Jusqu'à présent le partenaire de mise en œuvre n'a pas encore commencé la mise en œuvre des activités

Produit 1.2.2 : Les conflits fonciers identifiés sont résolus dans la zone du projet

Même commentaire que le produit précédent.

Défis et mesures de mitigation

Les défis majeurs liés à la mise en œuvre de ce projet sont relatifs :

- Aux discussions avec les bénéficiaires (le cadre d'échange inter-acteur de stabilisation de Kitshanga, sur leurs attentes en rapport avec certains produits de l'OS1, les membres de ce cadre ont des attentes qui vont au-delà des résultats escomptés du projet)
- Un long processus de contractualisation des partenaires d'exécution pour une mise en œuvre effective ;
- La lenteur de la contractualisation du staff du projet pour un déploiement sur terrain.
- Contractualisation du bureau ont eu un impact sur le délai de démarrage du projet. Actuellement le contrat du bureau est déjà signé et l'équipe de terrain va ouvrir le bureau I de coordination du projet le jeudi 14 décembre 2017 à Kitshanga.

Jusqu'à présent la relation est bonne pour les aspects programmatiques mais un petit souci subsiste pour les partenaires d'exécution qui doivent être des ONG locales. A ce sujet, les partenaires locaux devront être pris en compte dans la mise en œuvre effective.

Il est évident car les changements devront ne devront pas être illimités et cela devra être défini clairement avec les acteurs locaux du cadre.

Avant la fin décembre 2017, pour UNHABITAT espérons que la contractualisation sera déjà finie, toutefois pour UNFPA et UNESCO la contractualisation est effective et les partenaires vont être déployées et il y a des activités qui sont déjà planifiées en décembre 2017.

La question relative avec la contractualisation avec le staff est déjà décantée.

Mitigations :

Bien que le processus mentionné ci-dessus ait été long, la voie pour le démarrage des activités sur terrain actuellement ouverte grâce à la priorité accordée aux requêtes de l'équipe du projet par le Management et les suivis auprès des hiérarchies pour l'accélération de ces processus. Un mécanisme interne de communication sur le projet a été mis en place pour faciliter sa mise en œuvre.

Des échanges francs et réguliers ont eu lieu entre les membres du cadre d'échange inter acteurs de stabilisation de Kitshanga avec les agences UN de mise en œuvre de ce projet (Activité conjointe sur les activités du projet avec les agences de mise en œuvre, SSU, STAREC et les membres du gouvernement) ;

On a accéléré le processus de recrutement des staff d'UN HABITAT leur contractualisation et déploiement sur terrain.

Coordination du projet

Forces

- Le rapport du consultant de la Baseline est déjà disponible ;
- Des réunions de planification trimestrielle réalisées en vue de déclencher le mécanisme de mis en œuvre une fois les fonds rendu disponibles aux partenaires d'exécution,
- Une réunion de présentation du projet à certains ministres du Gouvernement provincial du Nord-Kivu réalisée (Ministre des affaires foncières, ministre en charge de la jeunesse et du Genre ainsi que le Ministre du Plan) pour des raisons d'appropriation nationale. Lors des échanges on a présenté les objectifs et résultats attendus du projet. A cette occasion on a pris en compte leurs orientations stratégiques dans la mise en œuvre. Pour la demande relative à leur implication, nous avons dit qu'il existe un secrétariat technique au sein de laquelle les gouvernement provincial est représenté.
- Des réunions et des échanges sur la mise à jour de l'état d'avancement sont régulièrement faites par les membres du consortium ; dans le cadre de l'unité de coordination.
- Jusqu'à présent la coordination a été limitée au consortium, néanmoins avec la prochaine table ronde d'Alerte internationale, des points d'actions nécessitant une complémentarité seront identifiés et les équipes terrain pourront contribuer à la matérialisation des recommandations.

- Une descente conjointe de communication sur le projet par les membres de deux consortium (Alert Internationale et UN HABITAT) a été faite en début du mois de décembre 2017.
- Une réunion du Comité Technique conjoint Co-présidée par le Vice –Gouverneur et le représentant du chef de Bureau de la MONUSCO a été tenue le 13 décembre 2017, réunion au cours de laquelle des présentations ont été faites, sur l'état d'avancement des projets de stabilisation.

Faiblesse

- Le mécanisme de coordination prévoit aussi un comité de pilotage qui est l'organe d'orientation stratégique du programme. Ce Comité de pilotage est sensé approuver les plans de travail annuels du projet. A ce jour, aucune réunion dudit comité n'a encore été tenue. Les activités du projet vont donc commencer avant l'approbation des PTA par le Comité de pilotage. Ce comité est spécifique pour le consortium d'UN HABITAT (Cfr page 44 du prodoc).

Encrage institutionnel

- L'intérêt suscité par la chefferie des Bashali avec les membres du cadre d'échange pour retoucher certains produits de l'OS1 et la qualité des échanges à cet effet, établie les bases d'une bonne appropriation au niveau des institutions de la chefferie des activités relatifs audit objectif (l'appui que le projet va apporter aux services techniques de la chefferie comme le service de l'agriculture et l'environnement) ;
- Le briefing sur les activités du projet sollicité par le Gouvernement provincial ainsi que les séances menées démontre la volonté du gouvernement provincial de s'approprier les résultats du projet, et a donné l'occasion aux ministres d'exprimer leurs commentaires et recommandations quant aux stratégies de mise en œuvre.
- Il est très attendu par les partenaires locaux et provinciaux, que la mise en œuvre effective se fasse le plus tôt.

Questions de genre

La prise en compte du genre sera faite lors du déroulement effectif des activités. Néanmoins, il sied de signaler que dans l'établissement de l'étude de base, le recrutement des enquêteurs a considéré cet aspect dans la constitution des équipes. Au sein du staff des partenaires d'exécution l'on a recruté un chargé de genre qui va se rassurer de la représentativité des hommes, femmes, jeunes dans les diverses activités du projet. Pour le 1/3 (une femme sur 3 candidats) du staff recruté. Les femmes étaient représentées à 30% au sein de l'équipe des enquêteurs pour la Baseline. Avec l'appui de la spécialiste genre de SSU, toutes agences UN ont élaboré des budgétisations sensibles au genre.

Leçons apprises

Une bonne anticipation permettra dans les prochaines soumissions un démarrage dans le délai.

Histoires de succès

RAS

Objectif Spécifique 2 : Cohésion sociale et résilience communautaire accrue

Résultat 2.1 – Réinsertion socioéconomique des jeunes assurée	Etat
	

Aucun progrès n'a été enregistré dans ce résultat.

Les seules avancées qui concernent ce résultat et tous ses produits sont :

- La clarification des rôles et responsabilités avec les partenaires de mise en œuvre ;
En fait, il est très important que chaque partenaire de mise en œuvre puisse avoir une bonne compréhension du projet et du rôle qu'il doit jouer pour produire les résultats attendus. Les droits et obligations des partenaires ont été clarifiés à cet effet. Dans ce cadre, le paquet d'activités à exécuter par chaque partenaire de mise en œuvre a été défini et clarifié avec tous. Les activités prioritaires ont été aussi sélectionnées et un chronogramme de mise en œuvre a été élaboré, mais celui-ci devra subir des mises à jour suivant le progrès dans le transfert des fonds.

- La répartition géographique des activités et du budget entre les partenaires ;
Il y a trois partenaires de mise en œuvre sur terrain choisis pour cet objectif spécifique : Hope In Action (HIA), Lutte contre la Délinquance et l'Exode Rural (LUCODER) et Women of Africa (WOA). Chacun d'eux intervient dans une zone spécifique de couverture du projet. Ainsi, Hope in Action mettra en œuvre les activités sur l'axe Mweso – Pinga ; LUCODER couvrira l'axe Nyanzale – Kikuku ; et Women of Africa interviendra sur l'axe Kitshanga – Birambizo.
- L'élaboration et la signature des « Lettres d'accord » avec les partenaires de mise en œuvre ;
- L'élaboration et l'approbation des plans de travail des partenaires ;
Les plans de travail des partenaires comprenant les activités à mettre en œuvre, les lieux d'intervention et les budgets y afférents ont été discutés et signés conjointement avec le Management de l'UNFPA.
- Le renforcement des capacités des partenaires sur les outils de planification et de rapportage.

Produit 2.1.1 – Participation des jeunes à risque ciblés par le projet aux activités de réinsertion socio-économique

A ce jour, pas de progrès dans ce produit.

En prélude au démarrage des activités du projet sur terrain, plusieurs actions préliminaires relatives à la clarification des rôles et des approches d'intervention, l'élaboration et l'harmonisation, ainsi que la validation des outils de travail (plans de travail et fiches techniques des activités) et la mise en place des équipes de mise en œuvre ont été accomplies.

Le démarrage effectif des activités est prévu au cours de mois de décembre 2017. A cet effet, le processus de transfert de la première tranche des fonds aux partenaires de mise en œuvre est déjà déclenché et se trouve en phase terminale. Les principales activités à mener au départ sont : l'identification participative des activités génératrices de revenus porteuses dans la zone « Autour de Kitshanga », l'identification participative des bénéficiaires à réinsérer (jeunes hommes et jeunes filles vulnérables), la formation de ces bénéficiaires en gestion des activités génératrices de revenus et leur dotation en kits de réinsertion socioéconomique (individuels et/ou collectifs).

Produit 2.1.2 – Des groupements d'intérêt économique communs (GIEC) sont opérationnels

Idem

Résultat 2.2 – Liens sociaux entre et au sein des communautés renforcés	Etat
	

Idem avec le résultat 2.1

Produit 2.2.1 – La confiance intra et inter communautaire est accrue

Idem avec les produits du résultat 2.1

Produit 2.2.2 – La volonté de vivre ensemble accrue au niveau des communautés

Idem avec les produits du résultat 2.1

Défis et mesures de mitigation

Idem qu'à l'objectif spécifique n°1.

Les facteurs à la base des progrès lents dans le démarrage du projet sont : la clarification des rôles et responsabilités avec les partenaires ; un processus long de contractualisation des partenaires de mise en œuvre ; de longues discussions d'harmonisation des vues sur les activités avec les partenaires ont eu un impact sur le délai de démarrage du projet. Tenant compte du retard enregistré pour le démarrage, le chronogramme des activités a été réajusté et sera régulièrement mis à jour suivant les progrès enregistrés.

Malgré le lourd processus mentionné ci-dessus, la voie pour le démarrage des activités sur terrain a été balisée grâce à la priorité accordée aux requêtes de l'équipe du projet par le Management de l'UNFPA et aux orientations de celui-ci sur l'accélération de ce processus. Un mécanisme interne de communication sur le projet a été mis en place pour faciliter sa mise en œuvre.

Coordination

Forces

Un dialogue est engagé avec le Secrétariat Technique et le Gouvernement provincial pour déterminer le meilleur moment où pourra se tenir le comité de pilotage.

Faiblesses

Le mécanisme de coordination prévoit aussi un comité de pilotage qui est l'organe d'orientation stratégique du programme. Ce Comité de pilotage est sensé approuver les plans de travail annuels du projet. A ce jour, aucune réunion dudit comité n'a encore été tenue. Les activités du projet vont donc commencer avant l'approbation des PTA par le Comité de pilotage.

Mesures de Mitigation

Comme mesure de mitigation face à cette situation, l'UAS et les Agences responsables des composantes du projet ont rencontré en bilatéral les Ministres provinciaux du Plan et de la Jeunesse pour les briefer sur le projet et booster le processus d'appropriation nationale.

Encrage institutionnel

Le Gouvernement provincial a exprimé le souhait d'être briefé en détails sur le projet, mais n'a pas encore pu intégrer la réunion y afférente dans son agenda.

Il est très important de signaler ici une expression d'intérêt très marquée au niveau local où les différents autorités et leaders ne cessent de manifester leur souci quant à la mise en œuvre des activités.

L'expression d'intérêt au niveau local ne constitue pas un risque, mais plutôt un facteur favorisant pour la mise en œuvre du projet car elle permet de capter les préoccupations des communautés assistées et de les canaliser vers les voies de réponse.

Questions de genre

La prise en compte du genre reste un aspect clé du projet, mais les activités doivent démarrer sur le terrain afin que les engagements pris soient reflétés dans l'implémentation.

La participation des femmes et jeunes femmes ainsi que la prise en compte de leur voix et de leurs besoins spécifiques à toutes les étapes de mise en œuvre du projet sont clairement établies comme principes directeurs des activités. En marge de cette question nous avons fait un exercice de budgétisation sensible au genre pour voir comment l'on peut prendre en compte la question genre dans les activités.

Les agences ont travaillé aussi sur la budgétisation sensible au genre avec l'appui de la spécialiste de SSU.

Leçons apprises

Avant le démarrage des activités, le projet a déjà suscité beaucoup d'intérêt au niveau local et provincial où diverses communications ont été enregistrées pour solliciter l'orientation des activités dans un sens ou un autre. Il est dès lors important d'accorder une grande attention aux avis exprimés.

Une note explicative qui montre comment les expressions locales ont été prises en compte dans la programmation des activités.

Histoires de succès

Aucune en ce moment

Objectif Spécifique 3 : Niveau SGBV réduit dans les zones prioritaires

Résultat 3.1 – : Les niveaux de VSBG sont réduits dans les zones prioritaires, grâce à la transformation des pratiques et des normes sociales négatives qui contribuent à ce type de violence
--

Etat

  

Aucun progrès n'a été enregistré sur ce résultat au même titre que tous les autres objectifs spécifiques précédents.

Il en est de même de tous les produits.

En effet, après le lancement du projet, il a été un impératif de mettre en place un dispositif qui facilitera la mise en œuvre des activités prévues afin de contribuer à la réduction sensible des VSBG dans les zones prioritaires, grâce à la transformation des pratiques et des normes sociales négatives qui contribuent à ce type de violence. Il s'est agi (1) du recrutement/ affectation du staff au projet « pamoja kwa amani na maendeleo » et (2) de la contractualisation avec les organisations en charge de la mise en œuvre des activités de l'objectif spécifique trois dans les sites retenus dans le document du projet. En ces jours, la question de staff a été complètement résolue (trois staffs recrutés/ affectés au projet, un coordonnateur, un chauffeur et un point focal en charge de suivi de la mise en œuvre des activités par les partenaires de l'UNESCO basé à Kitshanga) et la contractualisation avec le partenaire d'exécution est effective. Les protocoles d'accords signés par Women of Africa et l'Equipe d'encadrement et d'éducation des traumatisés de Nyiragongo, le plan de mise en œuvre arrêté, les termes de références des différentes activités harmonisés, le processus de transfert des fonds est en cours.

Produit 3.1.1 – Capacités des leaders communautaires dans la prévention des VSBG renforcées

Idem qu'au résultat 3.1

(a). Produit 3.1.2 – Implication des leaders communautaires et les jeunes dans la promotion du genre, de la culture de la paix effective

Idem qu'au résultat 3.1

Défis et mesures de mitigation

A ce stade de démarrage du projet, les défis majeurs auxquels l'UNESCO a fait face peuvent se résumer de manière suivante :

Défis

- Inaccessibilité de certains sites comme Pinga et Birambizo, (Mauvais état de la route) ;
- Beaucoup d'attentes de la part des populations des zones non couvertes par les activités du projet ;

Mesures de mitigation

- Identification de WOA comme deuxième partenaire de mise en œuvre à côté de l'ETN étant donné que cette organisation dispose des antennes de représentation dans Pinga et Birambizo. Ces organisations identifieront des leaders communautaires œuvrant dans différents secteurs de vie (leaders de l'administration publique et traditionnelle, leaders religieux, éducatifs, des chefs de famille, des prestataires des médias, etc.) renforceront leurs capacités en matière des approches IEC et CCC, plaidoyer, genre, VSBG et les accompagneront dans les sensibilisations de masse et les communication ciblée en vue de leur implication dans la lutte contre les VSBG dans leurs communautés respectives;
- Faire participer quelques bénéficiaires des différentes activités des environs de Kitshanga centre, Mweso, Barambizo, Nyanzale et Pinga.

Coordination

Informations identiques avec l'objectif spécifique 1

Encrage institutionnel

Outre les indications fournies aux objectifs précédents et auxquels l'objectif 3 s'aligne aussi, UNESCO a initié une rencontre avec Son Excellence madame la Ministre en charge du genre ainsi que la division provinciale en charge de genre en vue d'un briefing sur le mandat de l'UNESCO dans le présent programme, ses orientations, son approche, les résultats attendus de cette composante à la fin du programme conjoint « pamoja kwa amani na maendeleo » ainsi que ses progrès actuels. Au terme de ces entretiens, la Chef de division et son excellence madame la Ministre en charge du genre s'est engagées non seulement à faciliter l'implémentation des activités en vue de la réduction sensible des VSBG mais également à accompagner la composante lutte contre les VSBG dans la zone prioritaire de Kitshanga.

Questions de genre

La prise en compte du genre reste un aspect clé du projet, mais les activités doivent démarrer sur le terrain afin que les engagements pris soient reflétés dans l'implémentation. Toutefois, l'aspect genre a été respecté lors du recrutement

du staff affecté au projet, à savoir une femme (Coordonnatrice) et deux hommes (chauffeur et point focal de l'UNESCO. Le point Focal est chargé de faire le suivi de la mise en œuvre des activités par les partenaires de l'UNESCO dans le cadre de ce projet. En ce qui concerne le choix des leaders communautaires, nouveaux vecteurs de changement de comportement, les femmes seront représentées à 40 % car la démarche de l'objectif spécifique trois consiste à impliquer plus des hommes dans la lutte contre les VSBG pour une meilleure appropriation de la masculinité positive dans la zone. L'UNESCO avec l'appui de la spécialiste du genre de SSU a fait une budgétisation sensible au genre. Et pour le partenaire local, Women Of Africa est une organisation qui traite des questions des femmes. Le point focal va travailler en collaboration avec le chargé du projet basé à Kitshanga et son superviseur technique de l'UNESCO basé à Goma pour orientations.

Leçons apprises

Les échanges et partage d'informations sur le projet avec les autorités, les bénéficiaires et autres parties prenantes facilitent l'appropriation du projet par ces derniers et garantissent ainsi l'atteinte des résultats ;

Les formations sur le genre ainsi que sur le système de suivi et évaluation faites au début du projet permettent aux parties prenantes au projet d'avoir la même compréhension non seulement du contenu du programme mais aussi des attentes du bailleur et garantissent ainsi la prise en compte du genre dans la mise en œuvre du projet et une meilleure performance des tous les acteurs.

Les partenaires de mise en œuvre qui couvrent toute la zone d'intervention constituent une solution pour couvrir les zones inaccessibles au regard des exigences d'ordre sécuritaires des agences des Nations Unies.

Histoires de succès

Aucune histoire de succès à ce stade.

PARTIE 2 –PERCEPTIONS D'IMPACT

2.1 Sur la base des changements qui se sont produits au niveau de chaque composante (produits et résultats dans chaque objectif spécifique), quel type d'impact au niveau de projet vous pensez avoir atteint ?

Il est prématuré de parler d'impact à ce stade de démarrage du projet. Ceci s'explique par le fait que l'on ne peut pas parler de l'impact si on n'a pas encore mis en œuvre les activités.

2.2 Sur la base des preuves/données fournies par les indicateurs au niveau des résultats et produits dans chaque composante (objectif spécifique), comment et jusqu'à quel point est-ce que vous estimez que le projet dans son ensemble est en train d'influencer les dynamiques de conflit sur lesquelles il est supposé intervenir ?

Il est prématuré de penser que le projet a influencé les dynamiques des conflits à ce stade de démarrage.

PARTIE 3 - ÉTAT D'AVANCEMENT DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES ET DU PROCESSUS DE GESTION

3.1 Commentaires sur l'état général des allocations budgétaires

Etat
<input type="checkbox"/> Vert <input checked="" type="checkbox"/> Jaune <input type="checkbox"/> Rouge

En cochant la case dans le tableau à côté, veuillez indiquer si les dépenses liées au projet sont en phase (vert plus de 80%), en retard (rouge moins de 60%), ou en décalage (jaune entre 60-80%) avec les allocations budgétaires initialement prévues :

Si les dépenses sont en retard (rouge) ou en décalage (jaune), veuillez expliquer brièvement (max 150 mots).

Pour les motifs ci-haut évoqués concernant le démarrage des activités, les dépenses connaissent un retard. En effet, la mise en œuvre du programme n'est pas encore effective sur terrain pour des raisons de procédures liées à la contractualisation des partenaires et à la création des plans de travail dans le système de gestion « Atlas ». Le transfert des fonds aux partenaires de mise en œuvre n'a pas encore eu lieu et cela explique le niveau bas des dépenses.

3.2 Progrès sur l'utilisation des fonds par résultat et produit¹.

3.3 Commentaires sur les processus de gestion et de mise en œuvre

Un consortium regroupant UNFPA, UN HABITAT, UNESCO et leurs partenaires (WOMEN OF AFRICA, HOPE IN ACTION, SCC et LUCODER) a été mis en place dans le cadre de ce projet. Tous les membres de ce consortium ont contribué efficacement à l'élaboration du projet et continuent à mettre leur expertise à l'œuvre pour favoriser une meilleure exécution sur le terrain. Ce consortium reste engagé et déterminé à produire les résultats d'équipe qui sont attendus de la mise en œuvre du projet. Le leadership de ce consortium est efficacement assuré par UN HABITAT qui, jusqu'ici, a démontré de grandes capacités de coordination du groupe. Il sied de saluer également le leadership du Secrétariat Technique de l'ISSSS/STAREC, qui a jusqu'ici démontré également de grandes capacités de coordination de tous les acteurs œuvrant dans la stabilisation dans la zone « Autour de Kitshanga ». Grâce aux efforts du Secrétariat Technique (ST), des réunions d'harmonisation et des missions de clarification sur terrain avec les acteurs locaux sont régulièrement organisées. Les partenaires de mise en œuvre ont bénéficié d'un renforcement des capacités dans plusieurs domaines de la stabilisation par le truchement du Secrétariat Technique. Une grande attention est portée à la collaboration entre tous les acteurs sur terrain pour utiliser au mieux les ressources disponibles.

¹ Veuillez noter que les informations financières sont préliminaires, en attendant la soumission du rapport financier annuel à l'Agent Administratif.

PARTIE 4 – EVALUATION DU RAPPORT

Fiche d'évaluation du rapport

A compléter par le Secrétariat Technique

OS	Critères d'évaluation	Evaluation et recommandations	Note
PARTIE 1 – LES PROGRES			
1	Les progrès sont clairement expliqués et ils sont supportés par des preuves (« évidence ») qui dérivent aussi des données collectées	Non applicable (la mise en œuvre des activités n'a pas réellement commencée). Le rapport ne fournit aucun aperçu des preuves recueillies dans l'étude de base. Cette information aurait pu être reflétée pour noter le point de départ initial par rapport aux indicateurs identifiés dans le cadre logique.	2
	Les données utilisées comme preuve sont pertinentes et de bonne qualité	Idem Encore une fois, l'information de l'étude de base aurait pu être reflétée ici, mais ce n'était pas le cas.	1
	L'état d'avancement du projet est comme prévu	Retards sérieux dans la mise en place (5 mois et certains partenaires n'ont toujours pas de contrats et certains staffs ne semblent pas encore avoir été recruté). Nécessaire d'obtenir du partenaire une planification des activités actualisée. Le projet n'indique aucune mesure d'atténuation de prendre pour régler ce problème.	1
	Les éléments contextuels et transversaux (défis, coordination, genre, encrage institutionnel ; etc) sont traités d'une façon claire et pertinente	Les défis ont été bien décrits mais il manque une stratégie claire de mitigation et comment prévenir les délais sérieux dans le futur. <i>Par exemple : Pourquoi les contrats des partenaires locaux ont-ils été si longs, n'ont-ils pas été identifiés pendant le processus de proposition de projet déjà ? Comment cela peut-il être amélioré à l'avenir ?</i> L'encrage institutionnel a bien avancé tel que le genre et la coordination interne et externe.	2
PARTIE 2 – PERCEPTIONS D'IMPACT			
1	Les changements au niveau d'impact sont logiquement déduits sur la base des preuves fournies au niveau des produits et résultats des différentes composantes (objectifs spécifiques).	Cette section aurait dû faire référence à l'étude de base. Il aurait dû identifier les domaines dans lesquels l'impact serait probable ainsi que tout nouveau domaine d'impact pouvant découler des activités. Cette section devrait également avoir identifié les zones d'impact non planifiées qui pourraient avoir des effets négatifs sur les activités du projet ou les bénéficiaires.	N/A
2	Les changements des dynamiques de conflit sont logiquement déduits sur la base des preuves fournies au niveau des produits et résultats des différentes composantes (objectifs spécifiques).		N/A
PARTIE 3 : ÉTAT D'AVANCEMENT DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES ET DU PROCESSUS DE GESTION			

1.	Les dépenses actuelles justifient les progrès envers l'atteinte des produits/résultats escomptés	<p>Puisque le budget a été approuvé par le CAP il y a plus de 5 mois, il n'est pas clair quoi est le blocage précisément qui empêche de créer le projet sur le système ATLAS. Ceci n'est pas clarifié par le consortium.</p> <p>Comme aucune activité n'a été menée à ce stade, il n'y a pas eu de dépense d'activité, ni le recrutement de personnel est fini donc il n'y a presque pas des dépenses en personnel.</p> <p>Néanmoins les dépenses qui sont faits (loyer, étude de base, lancement) sont justifiées dans le narratif.</p>	1
2.	Les dépenses non-conformes au budget planifié sont justifiées correctement dans la section narrative sur le budget	Pas applicable parce que le budget n'était presque pas touché.	N/A
3.	Le taux de mise en œuvre est au moins de 80% permettant de déclencher la mise à disposition de la prochaine tranche.	Pas applicable parce que le budget n'était presque pas touché.	N/A
NOTE GLOBALE QUALITÉ DU RAPPORT			
Commentaires généraux			
Il est fortement recommandé de terminer le processus de contractualisation avec les PMO dans le plus bref délai possible et commencer les activités sur le terrain.			

ANNEXES – CADRE LOGIQUE

(Prière d'annexer la file Excel)

Annex 4_Cadre
Logique.xlsx

Notes sur le cadre logique (si nécessaire).

Les données de référence vont être complétées incessamment ; le rapport intérimaire de l'étude Baseline est en cours d'analyse par l'équipe S&E du lead du consortium.